



Compagnie des Alpes

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

31 mars 2013



SOMMAIRE

I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	PAGE 3
II. COMPTES CONSOLIDES RESUMES ET ANNEXES.....	PAGE 9
III. ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	PAGE 32
IV. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE.....	PAGE 34

I. RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1. ACTIVITES ET RESULTATS DE LA PERIODE DU 1^{ER} OCTOBRE 2012 AU 31 MARS 2013

Préambule : Les résultats semestriels de l'entreprise sont caractérisés par des effets de saisonnalité sensibles et contrastés selon ses activités :

- *l'activité Domaines skiabiles, dont le chiffre d'affaires est réalisé à plus de 80% sur le premier semestre, alors que certaines charges d'exploitation et d'investissements sont réparties sur l'ensemble de l'année, enregistre ainsi des contributions semestrielles supérieures aux niveaux attendus sur l'année,*
- *les Parcs de loisirs, dont la saison ne commence véritablement qu'à partir du second semestre, présentent des résultats à fin mars structurellement déficitaires.*

Les résultats du 1^{er} semestre 2012/2013 du Groupe Compagnie des Alpes confortent les niveaux de l'année précédente déjà marquée par une très bonne saison dans les Domaines skiabiles.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 407,9 M€, en progression de 3,5% par rapport au 1^{er} semestre précédent.

Les Domaines skiabiles confirment un niveau d'activités solide compte-tenu, notamment, de conditions d'enneigement particulièrement favorables dès le début de la saison. Le chiffre d'affaires atteint 347,2 M€ soit une progression de + 5,9%, portée par une augmentation du nombre de journées skieurs et par une politique de prix judicieuse dans certaines de nos stations.

L'activité des Parcs de loisirs est peu significative (20% de l'activité annuelle). Le recul du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre (- 8,1%) résulte principalement d'effets calendaires (notamment sur le calendrier des vacances scolaires) et, dans une moindre mesure, d'éléments exceptionnels tels que la fermeture du Dolfinarium pour travaux de rénovation.

Grâce à la bonne tenue globale de l'activité conjuguée à la bonne maîtrise de ses charges d'exploitation, l'EBO progresse de 1,9% à 126,8 M€ et le Résultat Opérationnel atteint 76,5 M€, ce y compris les coûts de développement de nos nouvelles activités outre atlantique qui n'ont pas encore généré de chiffre d'affaires, attendu au second semestre.

Enfin, la CDA bénéficie encore de bonnes conditions de financement, le coût de l'endettement étant stable sur un an, dans un contexte de légère hausse de ses besoins de financement. Par ailleurs, la charge d'impôt, impactée par les dernières évolutions fiscales, évolue sensiblement à la hausse (+ 2 M€ à 27 M€) et pèse sur le résultat.

Le Résultat Net Part du Groupe s'élève ainsi à 38,2 M€, en progression de + 0,8% par rapport au 1^{er} semestre précédent.

Outre la bonne saison de ski, les premiers mois de 2013 sont caractérisés par la montée en puissance de notre stratégie visant à assurer le développement de relais de croissance à l'international.

Ainsi, deux évènements majeurs pour le Groupe ont marqué ce début d'année :

- l'ouverture (le 19 avril dernier) du premier Musée Grévin à l'international à Montréal avec près de 2 500 m² de scénarisation et plus de 110 cires en plein cœur de la métropole québécoise. La CDA a investi sur deux ans près de 10 millions d'euros.
- Le lancement, le 25 avril dernier, de la Foncière Rénovation Montagne. Le Groupe CDA est à l'initiative de la création de cette société foncière avec un montage original en partenariat avec la Caisse des Dépôts et ses banques actionnaires locales, ces dernières étant apporteurs de capitaux et de dettes dans cette structure, la CDA apportant son expertise pour sélectionner les biens acquis, les rénover et les mettre sur le marché. L'enjeu est majeur pour la CDA (amélioration de la fréquentation de nos domaines) mais aussi pour toute l'économie locale (tourisme, hôtellerie, restauration).

1.1. Compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2012/2013

RESULTAT CONSOLIDE AU 31/03/2013

(en M€)	1er semestre 2012/2013 (1)	1er semestre 2011/2012 (2)	% Variation (1) / (2)
Chiffre d'affaires	407,9	394,1	+ 3,5%
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	126,8	124,4	+ 1,9%
<i>EBO/CA</i>	<i>31,10%</i>	<i>31,6%</i>	
Résultat Opérationnel	76,5	75,5	+ 1,3%
Coût de l'endettement net et divers	-7,8	-7,2	+ 8,3%
Charge d'impôt	-27,3	-25,3	+7,9%
Mises en équivalence	2,8	1,1	
Résultat Net	44,2	44,1	+ 0,2%
Minoritaires	-6,0	-6,2	-3,2%
Résultat Net Part du Groupe	38,2	37,9	+ 0,8%

1.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2012/2013 s'élève à 407,9 M€, en progression de + 3,5% par rapport au 31 mars 2012.

(en M€)	1er semestre		% Variation (1) / (2)
	2012/2013 (1)	2011/2012 (2)	
Domaines skiabiles	347,2	327,9	+ 5,9%
Parcs de loisirs	59,8	65,1	- 8,1%
Autres	0,9	1,1	NS
Chiffre d'affaires	407,9	394,1	+ 3,5%

1.2.1. Domaines skiabiles

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre des Domaines skiabiles représente 85% de l'activité du Groupe sur cette période. Il progresse de + 5.9 % après une saison 2011/2012 déjà très satisfaisante, ce qui constitue une bonne performance.

L'activité du 1^{er} trimestre (concentrée sur les vacances de Noël) a augmenté de + 3,2%. Le 2^{ème} trimestre a consolidé cette tendance avec une progression de + 6,5% du chiffre d'affaires résultant notamment d'une commercialisation active des tours opérateurs auprès de la clientèle étrangère. En outre, les vacances d'hiver, qui bénéficiaient pourtant d'une météo moins favorable, ont stabilisé leur niveau d'activité à un niveau historiquement élevé. La montée en puissance des animations en stations, la qualité de nos domaines skiabiles et leur diversité continuent à porter leurs fruits.

Le nombre de journées skieurs a crû de + 2,7% par rapport au 1^{er} semestre précédent.

La recette moyenne par journée-skieur affiche une progression de + 3% suite au repositionnement de gamme tarifaire dans les 3 Vallées.

Les ventes foncières sont peu significatives au cours de ce 1^{er} semestre (0,3 M€).

Le Groupe attend une activité de fin de saison limitée compte tenu du positionnement très tardif des vacances scolaires parisiennes de printemps cette année (début mai). Seules deux stations, Tignes et Val d'Isère, seront en effet encore ouvertes à cette époque et même si la neige est toujours abondante, la période est moins propice à la pratique du ski.

1.2.2. Parcs de loisirs

L'activité des Parcs de loisirs du 1^{er} semestre est peu significative (20% de l'activité annuelle). Le seul temps fort pour les parcs ouverts à cette saison reste la période d'Halloween qui a bénéficié encore cette année d'un bon niveau d'activité en particulier aux Pays-Bas et au Parc Astérix. Néanmoins, le chiffre d'affaires semestriel recule de - 8,1% (à 59,8 M€) en raison principalement d'une diminution du nombre de jours d'ouverture de nos sites par rapport à l'année passée, effet calendaire qui devrait être gommé au fur et à mesure de l'avancement de la saison.

A noter que la fermeture du Bioscope est effective depuis fin septembre 2012. Les effets sur le 1^{er} trimestre sont limités (le parc étant fermé sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2012/2013, ils seront plus significatifs sur le second semestre).

Pour le second semestre, le Groupe devrait bénéficier de la poursuite des effets d'investissements structurants autour de la marque Walibi et de la nouvelle zone égyptienne du Parc Astérix (Oziris).

Les principales nouveautés sont attendues cette année en Belgique avec la réouverture en juin de la « Turbine », une des attractions phares de Walibi Belgium. Mais aussi aux Pays-Bas avec le nouveau spectacle des dauphins au Dolfinarium dont le dôme a été rénové durant l'hiver. Enfin, Walibi Holland a ouvert « Walibi Village » : près de 80 bungalows ont été rénovés et doivent permettre de renforcer la durée des visites de nos clients au bénéfice de Walibi Holland, mais aussi du Dolfinarium situé à moins de 20 km.

1.3. Excédent Brut Opérationnel

L'Excédent Brut Opérationnel (EBO) du 1^{er} semestre 2012/2013 progresse de + 1,9% (par rapport au 31 mars 2012), principalement porté par les bonnes performances semestrielles sur les Domaines skiables (EBO à plus de 171M€)

A noter que l'incidence nette des évolutions réglementaires (CICE, forfait social) est négligeable. Les mesures, d'effet contraire, ont un impact sensiblement équivalent (0,9 M€).

Le taux de marge du 1^{er} semestre (EBO/CA) reste stable à plus de 49%.

L'Excédent Brut Opérationnel généré par les Parcs de loisirs diminue mécaniquement sous l'effet de la baisse du chiffre d'affaires. Les charges sont globalement maîtrisées au niveau de 2011/2012, ce y compris les coûts de mise en place de Montréal.

La plupart des parcs étant fermés sur le 1^{er} semestre, l'incidence des évolutions réglementaires est négligeable.

A noter une stabilité de l'Excédent Brut Opérationnel sur le segment « Autres » dans un contexte de développement de nos activités à l'international.

Analysé par métier, il se répartit comme suit :

(en M€)	31/03/2013 (1)	31/03/2012 (2)	% Variation (1) / (2)
Domaines skiables	171,3	161,7	+ 5,9%
Parcs de loisirs	-42,0	-34,8	-20,7%
Autres	-2,5	-2,5	NS
Excédent Brut Opérationnel	126,8	124,4	+ 1,9%

1.4. Résultat Opérationnel

(en M€)	31/03/2013		31/03/2012		%
	Montant	% CA	Montant	% CA	Variation
Excédent Brut Opérationnel	126,8	31,0%	124,4	31,6%	+ 1,9%
Dotations aux amortissements et provisions	-50,1	-12,3%	-48,6	12,3%	+ 3,1%
Autres résultats opérationnels	-0,1	---	-0,3	0,1%	
Résultat Opérationnel	76,5	18,8%	75,5	19,2%	+ 1,3%

Analysé par métier, il se répartit de la manière suivante :

(en M€)	31/03/2013		31/03/2012		% Variation
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1) / (2)
Domaines skiabiles	140,1	131,0			+ 6,9%
Parcs de loisirs	-60,0	-52,6			+ 13,9%
Autres	-3,6	-2,9			+ 24,1%
Résultat Opérationnel	76,5	75,5			+ 1,3%

La progression de l'EBO est atténuée par une évolution des amortissements (+ 3,1%) liée à la politique d'investissements menée par le Groupe au sein de nos parcs de Loisirs et de nos domaines skiabiles.

Le segment « Autres » prend en compte le déploiement de deux projets informatiques majeurs pour le Groupe : la refonte des SI billetterie sur l'ensemble des Parcs de loisirs et la mise en place d'outils « finance/achat » harmonisés sur l'ensemble des filiales du Groupe afin d'optimiser le pilotage de la performance.

L'évolution des Résultats opérationnels des deux principaux métiers du Groupe reflète celle de l'EBO.

1.5. Résultat Net

Le coût de l'endettement reste stable grâce à des conditions de taux plus favorables permettant de compenser la légère hausse du volume de l'endettement net du Groupe (296 M€ contre 288 M€ au 31 mars 2012).

L'évolution de la charge d'impôt résulte, pour l'essentiel, des évolutions fiscales initiées en 2013 (notamment, la taxe sur les dividendes et la non-déductibilité d'une partie des frais financiers).

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est en forte progression. Le bon niveau d'activité réalisé par les participations minoritaires dans les Domaines skiabiles est à l'origine de cette évolution.

Le Résultat Net Part du Groupe atteint 38,2 M€, en progression de + 0,8% par rapport au 1^{er} semestre précédent.

1.6. Flux financiers

(en M€)	31/03/2013	31/03/2012
Capacité d'autofinancement		
après coût endettement et impôts	95,5	92,4
Investissements industriels (nets de cessions)	-74,7	-62,3
Variation créances et dettes s/immobilisations	-10,4	-12,4
Autofinancement disponible	10,4	17,7
Acquisition d'immobilisations financières	-2,2	0,7
Variation des dettes financières	-102,3	-14,9
Dividendes (y compris minoritaires des filiales)	-20,3	-23,8
Variation du fonds de roulement et divers	76,0	71,1
Variation de la trésorerie	-38,4	50,8

1.6.1. Flux

La capacité d'autofinancement est en progression de + 3,3% par rapport au 31 mars 2012. Elle s'établit à 95,5 M€ soit 23,4% du chiffre d'affaires.

Les investissements nets progressent de + 12 M€, dans le prolongement de la politique menée au cours de l'exercice précédent dans les Parcs de loisirs et du développement à l'international. Ainsi, pour ces derniers, les investissements passent de 25 M€ au 31 mars 2012 à 36 M€ sur ce semestre, essentiellement suite à la création du Musée Grévin de Montréal (7 M€), Walibi Village (4 M€) et à la rénovation du dôme du Dolfinarium d'Harderwijk.(4 M€).

Dans ce contexte, l'autofinancement disponible dégagé par le Groupe diminue mécaniquement au semestre de 7 M€ par rapport au 31 mars 2012.

L'endettement net du Groupe a légèrement progressé (+ 8 M€) par rapport au 31 mars 2012 (il s'élève à 296 M€ contre 288 M€ en mars dernier).

Au cours du 1^{er} semestre 2012/2013, le Groupe a remboursé la majeure partie de ses lignes de crédit syndiqué (- 112 M€) et arbitré au profit des découverts bancaires (+ 44 M€) qui offrent des conditions de taux plus favorables. Ceci explique l'essentiel de la variation négative de sa trésorerie au 1^{er} semestre 2012/2013.

De même, la variation du fonds de roulement est traditionnellement élevée sur le 1^{er} semestre.

1.6.2. Ratios de structure financière

Le ratio dette nette/capitaux propres s'élève à 0,37 contre 0,47 au 30 septembre 2012.

Le ratio dette nette/EBO s'élève à 1,82 contre 1,74 au 31 mars dernier.

L'ensemble des covenants bancaires est respecté (cf. Note 4.8.3 de l'annexe aux états financiers).

II. COMPTES CONSOLIDES RESUMES ET ANNEXES

2. BILAN CONSOLIDE, COMPTE DE RESULTAT, TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 MARS 2013

Bilan

ACTIF	<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2013	30/09/2012
	Notes		
Ecart d'acquisition (goodwill)	4.1	303 350	303 350
Immobilisations incorporelles	4.2	84 819	87 159
Immobilisations corporelles	4.3	348 304	324 963
Immobilisations du domaine concédé	4.3	517 746	513 897
Participations dans des entreprises associées	4.5	64 959	61 618
Actifs financiers non courants		14 675	14 507
Impôts différés actifs		29 227	20 624
Actifs non courants		1 363 080	1 326 118
Stocks		25 440	25 467
Créances d'exploitation et autres		61 239	47 560
Autres créances		13 719	9 761
Impôts courants		2 156	1 324
Actifs financiers courants		354	760
Trésorerie et équivalents de trésorerie		38 469	32 549
Actifs courants		141 377	117 421
TOTAL ACTIF		1 504 457	1 443 539
PASSIF	<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2013	30/09/2012
	Notes		
CAPITAUX PROPRES			
Capital	4.6	184 702	184 380
Primes		257 797	257 797
Réserves		289 038	267 351
Capitaux propres, part du groupe		731 537	709 528
Intérêts minoritaires	4.6	69 893	68 637
Total des Capitaux propres		801 430	778 165
Provisions non courantes	4.7	36 491	35 133
Dettes financières non courantes	4.8	210 545	320 775
Impôts différés passifs		22 618	22 450
Passifs non courants		269 654	378 358
Provisions courantes	4.7	17 202	16 925
Dettes financières courantes	4.8	124 107	76 998
Dettes d'exploitation et autres dettes		257 616	183 947
Impôts courants		34 448	9 146
Passifs courants		433 373	287 016
TOTAL PASSIF		1 504 457	1 443 539

Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/03/2013	31/03/2012
	Notes		
Chiffre d'affaires	5.1	407 932	394 110
Autres produits liés à l'activité		843	1 572
Variations de stocks, production stockée		2 372	450
Achats consommés		-42 228	-36 134
Services extérieurs		-60 279	-61 545
Impôts, taxes et versements assimilés		-23 217	-21 888
Charges de personnel, intéressement et participation		-132 387	-127 542
Autres charges et produits d'exploitation		-26 274	-24 586
EXCEDENT BRUT OPERATIONNEL	5.2	126 762	124 437
Dotations aux amortissements et provisions		-50 163	-48 981
Autres produits et charges opérationnels		-75	24
RESULTAT OPERATIONNEL	5.2	76 524	75 480
Coût de l'endettement brut		-7 495	-8 309
Produits de trésorerie & équiv. de trésorerie		274	528
COUT DE L'ENDETTEMENT NET	5.3	-7 221	-7 781
Autres produits et charges financiers	5.3	-595	611
Charge d'impôt	5.4	-27 266	-25 324
Quote-part dans le résultat des sociétés associées		2 765	1 099
RESULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES		44 207	44 085
Résultat des activités abandonnées			
RESULTAT NET		44 207	44 085
Part des minoritaires dans le résultat		-5 998	-6 212
RESULTAT NET PART DU GROUPE		38 209	37 873
Résultat net part du groupe, par action		1,58 €	1,57 €
Résultat net part du groupe, dilué par action		1,57 €	1,56 €

Tableau des flux de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/03/2013	31/03/2012
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	Note 6.1	184 102	174 991
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	Note 6.2	-86 280	-76 802
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	Note 6.2	1 208	2 064
Investissements industriels nets		-85 072	-74 738
Acquisition d'immobilisations financières		-2 069	683
Autres variations d'immobilisations financières		-484	1 828
Investissements financiers nets		-2 553	2 511
Flux de trésorerie liés aux investissements		-87 625	-72 227
Augmentation de capital de la CDA		0	0
Quote-Part des minoritaires sur augmentation de capital des filiales		0	0
Variation du capital		0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la CDA		-16 909	-20 500
Dividendes versés aux minoritaires des filiales		-4 773	-6 044
Dividendes à payer		1 429	2 717
Variation des dettes financières	Note 6.3	-102 302	-14 882
Remboursement emprunts		-104 313	-15 713
Nouveaux emprunts		2 011	831
Intérêts financiers bruts versés		-12 567	-13 417
Variation des créances et dettes diverses		28	102
Flux de trésorerie liés au financement		-135 094	-52 024
Incidence des autres mouvements		-21	12
Variation de la trésorerie durant la période		-38 638	50 752
Trésorerie nette à l'ouverture		-34 748	-33 892
Trésorerie nette à la clôture	Note 6.4	-73 386	16 860

Etat consolidé des produits et charges comptabilisés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2013	31/03/2012
Résultat net de juste valeur, brut d'impôts		
Actifs financiers disponibles à la vente	14	21
Couvertures de flux de trésorerie	791	-177
Différences de conversion	-74	-10
Gains (Pertes) actuariels sur avantages au personnel	615	308
Impôts sur les éléments imputés directement aux capitaux propres	-395	-312
Incidence des opérations dans les mises en équivalence	-41	-166
Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres	910	-336
Bénéfice de la période	44 208	44 085
TOTAL DES PRODUITS COMPTABILISES DURANT LA PERIODE	45 118	43 749
Revenant aux		
actionnaires de la société	39 085	37 517
aux intérêts minoritaires	6 033	6 232

Capitaux propres, Part du Groupe

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital social	Primes liées au capital social	Réserves consolidées	Résultat Part du Groupe	Réserves de "juste valeur"	Ecart de conversion	Total capitaux propres
Situation au 30 septembre 2011	184 114	257 797	231 714	30 685	-1 315	371	703 366
Augmentation de capital CDA	266		-266				0
Affectation du résultat de l'exercice précédent			30 685	-30 685			0
Distribution de dividendes			-20 500				-20 500
Résultat part du groupe de la période				27 732			27 732
Autres variations			-935		-168	33	-1 070
Situation au 30 septembre 2012	184 380	257 797	240 698	27 732	-1 483	404	709 528
Augmentation de capital CDA	323		-323				0
Affectation du résultat de l'exercice précédent			27 732	-27 732			0
Distribution de dividendes			-16 909				-16 909
Résultat part du groupe de la période				38 209			38 209
Autres variations			261		522	-74	709
Situation au 31 mars 2013	184 703	257 797	251 459	38 209	-961	330	731 537

Au 31 mars 2013, le capital social est composé de 24 231 022 actions (24 188 697 actions au 30 septembre 2012).

Capitaux propres, Part des Minoritaires

<i>(en milliers d'euros)</i>	Réserves consolidées	Résultat de la période	Total capitaux propres
Situation au 30 septembre 2011	63 143	6 916	70 059
Affectation du résultat de l'exercice précédent	6 916	-6 916	0
Distribution de dividendes aux minoritaires des filiales	-6 044		-6 044
Part des minoritaires dans le résultat		5 253	5 253
Autres variations	-631		-631
Situation au 30 septembre 2012	63 384	5 253	68 637
Affectation du résultat de l'exercice précédent	5 253	-5 253	0
Distribution de dividendes aux minoritaires des filiales	-4 773		-4 773
Part des minoritaires dans le résultat		5 998	5 998
Autres variations	31		31
Situation au 31 mars 2013	63 895	5 998	69 893

3. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

- Présentation du Groupe

Le Groupe Compagnie des Alpes a pour activité principale la gestion d'équipements de loisirs. Il opère dans les métiers de l'exploitation de Domaines skiables et de Parcs de loisirs. La société mère du Groupe est la Compagnie des Alpes SA dont le siège social est situé 89, rue Escudier à Boulogne Billancourt (92100).

Les états financiers consolidés intermédiaires au 31 mars 2013 ont été arrêtés le 22 mai 2013 par le Conseil d'Administration, qui en a autorisé la publication. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

1. Modalités de préparation
2. Organigramme du Groupe Compagnie des Alpes
3. Périmètre de consolidation
4. Informations sur le bilan consolidé
5. Informations sur le compte de résultat consolidé
6. Informations sur le tableau des flux de trésorerie
7. Engagements hors-bilan

1 - MODALITES DE PREPARATION

1.1 - Déclaration de conformité

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2013 ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire. Le rapport financier semestriel résumé doit être lu en liaison avec les états financiers annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2012.

1.2 - Principes et méthodes comptables

Les principes comptables utilisés pour ces états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux appliqués par la société pour ses états financiers consolidés au 30 septembre 2012. Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes applicables aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} octobre 2012 et qui n'ont pas été adoptées par anticipation par le Groupe concernent :

- amendement à IAS 1 « présentation des autres éléments du résultat global ». Il s'agit de la présentation en deux sous-catégories des éléments classés en « Autres éléments du Résultat global » :
 - éléments qui peuvent potentiellement être reclassés en compte de résultat ;
 - éléments qui ne sont pas reclassables en Résultat.Présentation séparée de l'effet impôt pour chacune des catégories présentées : cette nouvelle présentation n'a aucun impact financier et ne modifie en rien le résultat. Elle a pour effet d'améliorer l'information sur la constitution du résultat global actuel.
- IFRS 10-11-12 sur les états consolidés et les nouvelles définitions du contrôle, les accords conjoints et le renforcement des informations à fournir, ainsi que l'IAS 28 révisée « participation dans des entreprises associées et des coentreprises » qui a été amendée simultanément. Le Groupe n'ayant pas de société intégrée selon la méthode « proportionnelle », la nouvelle réglementation ne devrait avoir aucune incidence dans ses comptes consolidés.
- IAS 19 révisée « avantages du personnel » déjà appliquée par le Groupe.
- amendement IAS 12 sur les impôts différés liés à des actifs réévalués non amortissables. Le Groupe CDA applique la méthode du coût historique pour l'ensemble des immobilisations et n'est donc pas concerné par cet amendement.

Règles particulières retenues pour les arrêts intermédiaires

Les produits perçus et les charges encourues de façon saisonnière ou cyclique pendant un exercice ne sont ni anticipés ni différés à une date intermédiaire s'il n'est pas approprié de les anticiper ou de les différer à la fin de l'exercice. Les conséquences comptables de cette saisonnalité des opérations selon les activités sont donc principalement les suivantes :

- Impôts :
 - . comptabilisation au 31 mars, pour les sociétés bénéficiaires à cette date (activité Domaines skiabiles essentiellement) d'une charge d'impôt calculée sur la situation réelle, après prise en compte des déficits reportables existants effectivement récupérables.
 - . Comptabilisation au 31 mars, pour les sociétés déficitaires par nature à cette date (la majorité des Parcs de loisirs), d'un crédit d'impôt latent dû à la perte du semestre.

Cette comptabilisation est effectuée pour toutes les sociétés sous condition que ce crédit soit récupéré dans un horizon à court terme.

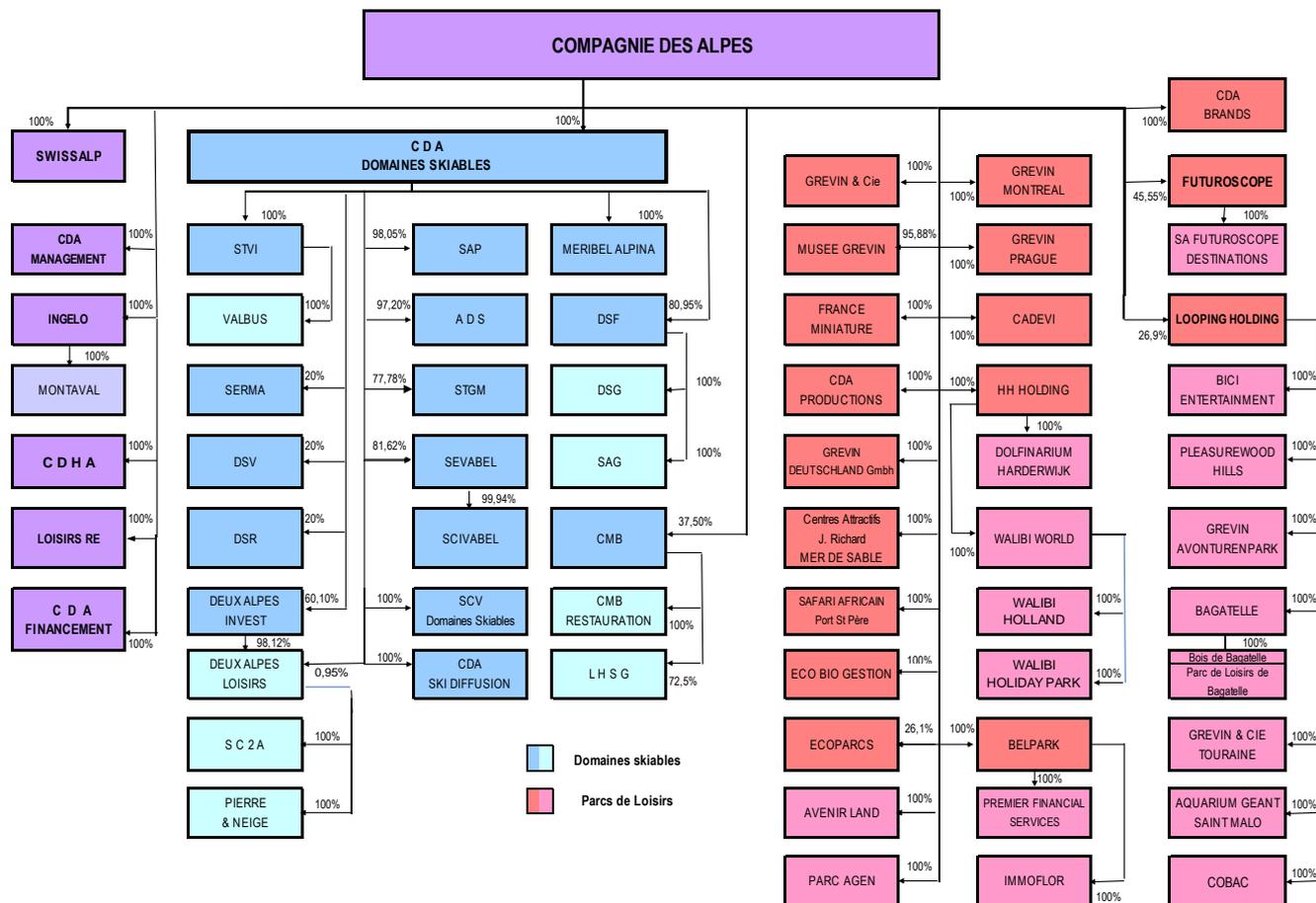
- . Pour le calcul du crédit ou de la charge d'impôt, le taux appliqué correspond au taux d'imposition en vigueur dans les pays où le Groupe est présent (soit pour la France, 34,43% en intégrant la contribution sociale sur les bénéfices).
- Frais de personnel
Pour les sociétés d'exploitation, le principe est le rattachement au semestre bénéficiaire de l'exercice des charges d'intéressement et de participation des salariés :
 - . pour l'activité Domaines skiables, enregistrement au 31 mars de la charge prévisionnelle annuelle,
 - . pour l'activité Parcs de loisirs, aucune comptabilisation n'est effectuée au titre de la période arrêtée au 31 mars à l'exception, cependant, des sociétés ayant une activité significative sur toute l'année.
- CICE
Le Crédit d'Impôt Compétitivité emploi (CICE), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013, a été évalué et comptabilisé dans les états intermédiaires pour chaque société du Groupe entrant dans le champ d'application de la loi.
Le montant du crédit d'impôt calculé vient en déduction des charges de personnel et se trouve donc inclus dans l'EBO.

1.3 - Hypothèses clés et appréciations

La préparation des états financiers consolidés en conformité avec IAS 34 amène la Direction à recourir à des hypothèses et à des estimations dans la mise en œuvre des principes comptables pour valoriser des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges pour la période présentée. Les montants réels pourraient être différents de ces estimations. Dans ce cadre, le recours juridique initié par la société CEGB (société exploitant le Café Grévin) à l'encontre du Musée Grévin Paris n'a pas été provisionnée (le Groupe estimant les risques financiers comme faibles).

2 - ORGANIGRAMME DU GROUPE COMPAGNIE DES ALPES

ORGANIGRAMME SIMPLIFIE DU GROUPE CDA
AU 31 MARS 2013



3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les évolutions intervenues entre le 1^{er} semestre 2013 et le 1^{er} semestre 2012 correspondent à :

- CMB : en décembre 2012, le Groupe CDA a renforcé sa participation dans la Compagnie du Mont-Blanc (CMB) qui passe ainsi de 33,5% à 37,5% du capital.
- Grévin Prague, détenue à 100% par CDA. Cette société va créer et exploiter un musée à Prague, inspiré de Grévin Paris, qui devrait ouvrir début 2014.

4 - INFORMATIONS SUR LE BILAN CONSOLIDE

4.1 - Ecarts d'acquisition

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Au 30/09/2012	305 013	-1 663	303 350
Ecarts de conversion			
Variations de périmètre			
Au 31/03/2013	305 013	-1 663	303 350

On ne note aucune variation des écarts d'acquisition sur le 1^{er} semestre 2012/2013.

Les écarts d'acquisition nets se répartissent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2013	30/09/2012
Domaines skiabiles	132 155	132 155
Parcs de loisirs	171 195	171 195
TOTAL	303 350	303 350

Sur le premier semestre 2012/2013, le Groupe n'a pas constaté de perte de valeur complémentaire, par rapport au 30 septembre 2012, sur la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie de ses deux métiers.

4.2 - Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Total
Au 30/09/2012	174 688	-87 530	87 158
Acquisitions	2 236		2 236
Cessions	0		0
Amortissements et dépréciations		-4 612	-4 612
Ecart de conversion			0
Variations de périmètre et divers			0
Autres variations	-3 191	3 228	37
Au 31/03/2013	173 733	-88 914	84 819

Par nature, les actifs incorporels se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au 30/09/2012	Acquisitions	Cessions	Dotations	Reprises	Ecart de conversion	Autres variations	Au 31/03/2013
Valeurs brutes								
Droit d'usage	98 171					0	-940	97 231
Fonds commerciaux	9 114							9 114
Enseigne Musée Grévin	9 000							9 000
Marque Walibi	20 300							20 300
Concession échangeur Parc Astérix	6 273							6 273
Autres immobilisations incorporelles	31 830	2 236					-2 251	31 815
Sous-Total des valeurs brutes	174 688	2 236	0			0	-3 191	173 733
Amortissements et dépréciations								
Droit d'usage	-50 301			-1 677	2		966	-51 010
Fonds commerciaux	-6 256			-134	1			-6 389
Concession échangeur Parc Astérix	-1 395			-76				-1 471
Autres immobilisations incorporelles	-29 577			-2 727	-2	0	2 262	-30 044
Sous-Total des amortissements et dépréciations	-87 529			-4 614	1	0	3 228	-88 914
Valeurs nettes	87 159	2 236	0	-4 614	1	0	37	84 819

Les investissements incorporels du 1^{er} semestre 2013 sont principalement composés de droits d'exploitation de nouvelles attractions (1,2 M€) et de logiciels informatiques.

4.3 - Immobilisations corporelles (en propre et du domaine concédé)

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Total
Au 30/09/2012	1 888 109	-1 049 249	838 860
Acquisitions	73 650		73 650
Cessions	-12 136		-12 136
Amortissements et dépréciations		-34 285	-34 285
Variations de périmètre et divers	-330	291	-39
Au 31/03/2013	1 949 293	-1 083 243	866 050

Par nature, les actifs corporels se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au 30/09/2012	Acquisitions	Cessions	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Autres	Au 31/03/2013
Valeurs brutes								
Terrains et aménagements	42 680	80	-6				287	43 041
Travaux de pistes	95 244	1 433	-43				3 301	99 935
Enneigement artificiel	132 766	677	-243				6 530	139 730
Immeubles, bureaux, commerces, locaux	356 032	2 215	-3 430				4 900	359 717
Remontées mécaniques	696 865	8 243	-756				32 048	736 400
Engins de damage	36 986	6 506	-3 920				0	39 572
Attractions	237 483	5 981	-828				-241	242 395
Matériels et mobiliers	122 866	10 518	-1 898				1 635	133 121
Autres immobilisations corporelles	122 850	874	-1 012				145	122 857
Immobilisations corporelles en cours	43 257	36 103					-48 935	30 425
Avances et acomptes versés sur immobilisations	1 080	1 020						2 100
Sous-Total des valeurs brutes	1 888 109	73 650	-12 136			0	-330	1 949 293
Amortissements								
Terrains et aménagements	-14 023			-499	6		-1	-14 517
Travaux de pistes	-40 386			-1 899	43		1	-42 241
Enneigement artificiel	-74 774			-4 205	212		-2 589	-81 356
Immeubles, bureaux, commerces, locaux	-223 801			-6 244	3 055		8	-226 982
Remontées mécaniques	-391 314			-14 458	471		2 307	-402 994
Engins de damage	-22 848			-2 586	2 969			-22 465
Attractions	-123 411			-7 835	786			-130 460
Matériels et mobiliers	-88 839			-4 838	2 649		582	-90 446
Autres immobilisations corporelles	-69 853			-3 074	1 162		-17	-71 782
Sous-Total des amortissements	-1 049 249			-45 638	11 353	0	291	-1 083 243
VALEURS NETTES	838 860	73 650	-12 136	-45 638	11 353	0	-39	866 050
Valeurs brutes immobilisations en propre	804 288	45 226	-8 567				606	841 553
Amortissements immobilisations en propre	-479 325			-22 023	7 805		294	-493 249
VALEURS NETTES IMMOBILISATIONS EN PROPRE	324 963	45 226	-8 567	-22 023	7 805	0	900	348 304
Valeurs brutes immobilisations domaine concédé	1 083 821	28 424	-3 569				-936	1 107 740
Amortissements immobilisations domaine concédé	-569 924			-23 615	3 548		-3	-589 994
VALEURS NETTES IMMOBILISATIONS DOMAINE CONCEDE	513 897	28 424	-3 569	-23 615	3 548	0	-939	517 746
VALEURS NETTES	838 860	73 650	-12 136	-45 638	11 353	0	-39	866 050

Les investissements de la période s'analysent de la façon suivante :

- pour le secteur Domaines skiables (37 M€), il s'agit, d'une part, de la fin des programmes d'investissement préalables à la saison d'hiver 2012/2013 et, d'autre part, des premiers travaux relatifs à la saison 2013/2014. Ils correspondent, pour l'essentiel, à la mise en place de nouvelles remontées mécaniques.
- pour le secteur Parcs de loisirs (36 M€), il s'agit d'investissements mis en exploitation pour la saison printemps-été 2013 (notamment le nouveau dôme du Dolfinarium d'Hardewijk, les investissements liés à l'ouverture du Musée Grévin de Montréal, ainsi que la mise en place de la nouvelle turbine en Belgique et la rénovation de bungalows aux Pays-Bas).

La colonne « Autres » contient essentiellement l'affectation des immobilisations en cours au 30 septembre 2012, les mises au rebut et les écarts de conversion.

4.4 - Informations par secteur et zone géographique pour les immobilisations incorporelles et corporelles (valeurs nettes)

(en milliers d'euros)

REGION OU PAYS	Domaines Skiables	Parcs de Loisirs	Autres	31/03/2013	30/09/2012
FRANCE	604 371	205 286	2 190	811 847	798 708
dont biens en concessions	517 746			517 746	513 897
dont biens en crédit bail					
EUROPE (hors France)	0	139 022		139 022	127 311
TOTAL des immobilisations corporelles et incorporelles	604 371	344 308	2 190	950 869	926 019
Immobilisations incorporelles	Note 4.2			84 819	87 159
Immobilisations corporelles	Note 4.3			866 050	838 860
TOTAL des immobilisations corporelles et incorporelles au bilan	604 371	344 308	2 190	950 869	926 019

4.5 - Participations dans les entreprises associées

(en milliers d'euros)	31/03/2013	30/09/2012
Valeur des titres au début de la période	61 618	61 319
Variation de périmètre et écarts de conversion	2 143	-392
Résultat de la période	2 765	2 238
Dividendes versés	-1 567	-1 546
Valeur des titres à la fin de la période	64 959	61 619

Au 31 mars 2013, la progression du résultat est la conséquence d'un très bon niveau d'activité des participations minoritaires détenues dans les Domaines skiabiles. La variation de périmètre prend en compte le complément de participation dans CMB (37,5% au lieu de 33,5% antérieurement).

A noter, au 31 mars 2012, la prise en compte de la dépréciation du Carrousel – chez Ecoparcs -, qui grevait les résultats de cette participation.

4.6 - Capitaux propres

Les tableaux d'analyse des capitaux propres sont présentés avec les états de synthèse (en page 4).

4.6.1 - Titres d'auto-contrôle

Au 31 mars 2013, les titres CDA auto-détenus par le Groupe représentent 36 950 titres acquis à une valeur moyenne de 16,10 € (soit 595 K€).

Au 30 septembre 2012, le Groupe détenait 32 189 titres acquis à une valeur moyenne de 13,07 € (soit 421 K€).

4.6.2 - Réerves liées à la variation de juste-valeur des instruments financiers

	Couverture de taux	Autres
Situation au 30/09/2012	-1 396	46
Variations du 1er semestre	518	12
Situation au 31/03/2013	-878	58
dont - Part du Groupe	-1 009	48
- Minoritaires	130	10

Le Groupe a uniquement recours à des instruments de couverture de taux sur flux de trésorerie, qui concernent essentiellement la couverture des dettes à taux variable.

4.6.3 - Options de souscriptions d'actions et attributions d'actions de performance

Au 31 mars 2013, 41 071 options de souscription d'actions Compagnie des Alpes (soit 0,17% du capital) distribuées à certains cadres du personnel de CDA peuvent être partiellement exercées. Par ailleurs, il existe 120 493 actions de performance (soit 0,50% du capital) non encore définitivement attribuées au 31 mars 2013 et dont la création dépend de critères de performance. Il n'existe pas d'option d'achat d'action, toutes les options et attributions d'actions de performance sont réglées par capitaux propres.

Les principales caractéristiques des plans de souscription d'options et d'attribution d'actions de performance au 31 mars 2013 sont décrites dans les tableaux ci-après :

	Plan n° 12		Plan n° 13		Plan n° 14		Plan n° 15		Plan n° 16	
Date de l'Assemblée	28/02/2007		19/03/2009		18/03/2010		18/03/2010		15/03/2012	
Date de mise en œuvre (décision du Directoire/Conseil d'Administration)	19/03/2009		18/03/2010		17/03/2011		15/03/2012		14/03/2013	
	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Nombre d'actions pouvant être souscrites à l'origine	46 400	47 100		48 700		53 500		58 593		61 900
Dont mandataires sociaux	0	13 200		0		0		0		0
Nombre de bénéficiaires	29	119		110		132		142		143
Période de levée des options de souscription/ Date d'acquisition des actions de performance	du 19/03/2013 au 18/03/2016		19/03/2011		18/03/2012		17/03/2013		14/03/2014 13/03/2015	
Nombre d'actions de performance définitivement acquises		36 264		36 702		42 325				
Prix de souscription des actions (en €) après ajustement** (23/07/2010)	22,32									
Options de souscription/actions de performance radiées ou annulées	6 926	12 564		13 850		11 175		200		0
Options de souscription/actions de performance restantes avant ajustement (23/07/2010)	43 000	0		48 700						
Nombre d'actions créées par ajustement** (23/07/2010)	1 597	1 720		1 852						
Options de souscription/actions de performance restantes	41 071	0		0		0		58 593		61 900

(*) dont l'octroi est lié à des conditions économiques

(**) ajustement des droits au 23/07/2010 en raison de l'augmentation de capital : coefficient d'ajustement de 3,689% ayant servi à ajuster à la hausse le nombre des options de souscription ou des droits à actions de performance restant en circulation (arrondi à l'unité supérieure par

En cumul, l'évolution des options de souscription d'actions et des attributions d'actions de performance se résume comme suit :

Options de souscription d'actions	31/03/2013	30/09/2012
Droits attribués non exercés en début de période	110 451	167 148
Options attribuées au cours de l'exercice	0	0
Options annulées au cours de l'exercice	-69 380	-56 697
Options attribuées par ajustement	0	0
Droits attribués non exercés en fin d'exercice	41 071	110 451
Options exerçables en fin de période	41 071	69 380

Attributions d'actions de performance	31/03/2013	30/09/2012
Droits attribués en début de période	108 393	96 362
Droits attribués	61 900	58 593
Droits radiés	-7 475	-11 626
Actions acquises	-42 325	-34 936
Ajustements attributions	0	0
Droits attribués en fin de période	120 493	108 393

La charge comptabilisée au titre des plans d'options de souscription d'actions et d'attribution d'actions de performance est de 267 K€ au 31 mars 2013 (contre 65 K€ au 31 mars 2012).

Les principaux paramètres retenus pour le calcul 2013 de la charge de l'exercice sont :

Taux de distribution du résultat	4,00%
Volatilité des cours de bourse	25,00%
Taux de placement sans risque sur actions de performance (durée 2 ans)	0,252%
Taux de turnover	5,00%

Sur la base des plans précédents, le pourcentage de réalisation d'attributions d'actions de performance est limité. L'évaluation retient une hypothèse de plans de réalisation à hauteur de 50% pour les membres du COMEX (hors le Président-Directeur général et le Directeur général délégué qui ne bénéficient d'aucune attribution depuis 2010) et 75% pour les autres bénéficiaires.

La méthode d'évaluation de la juste valeur retenue (pour les options et les actions) est le modèle binomial.

4.7 - Provisions

La variation des provisions à caractère non courant est constituée des éléments suivants :

	30/09/2012	Résultat		Ecart de conversion	Autres	31/03/2013
		Dotations	Reprises			
Retraites	28 120	1 090	45		-348	28 907
Autres risques non courants	7 013	979	-408			7 584
TOTAL	35 133	2 069	-363	0	-348	36 491

Les provisions pour indemnités de départ à la retraite du métier Domaines skiabiles représentent l'essentiel du poste « Retraites ».

Les provisions pour « Autres risques non courants » concernent, notamment, des contentieux liés à l'acquisition de participations.

La principale variation de l'exercice provient de la provision pour sinistres de la filiale de réassurance Loisirs Ré (pour 0,5 M€). En contrepartie, les sites ont comptabilisé des indemnités à recevoir équivalentes.

La variation des provisions à caractère courant est constituée des éléments suivants :

	30/09/2012	Résultat		Ecart de conversion	Autres	31/03/2013
		Dotations	Reprises			
Provisions pour gros entretien	8 543	1 079	-332			9 290
Litiges et contentieux	1 639		-2			1 637
Autres	6 744	490	-958	0		6 276
TOTAL	16 926	1 569	-1 292	0	0	17 203

Les provisions pour gros entretien concernent uniquement les Domaines skiables. Elles sont destinées à couvrir les travaux relatifs aux remontées mécaniques en affermage.

4.8 - Dettes financières

4.8.1 - Décomposition des dettes financières brutes

(en milliers d'euros)	Au 31/03/2013			Au 30/09/2012		
	Non courantes	Courantes	Total	Non courantes	Courantes	Total
Emprunt obligataire	197 507		197 507	197 233		197 233
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 947	5 636	15 583	111 176	7 978	119 154
Autres emprunts et dettes assimilées	22	1 155	1 177	35	1 122	1 157
Intérêts courus - Courant		4 433	4 433	9 296	209	9 505
Soldes créditeurs de banques et assimilés		111 854	111 854		67 297	67 297
Participation des salariés	3 039	802	3 841	3 019	312	3 331
Divers	30	227	257	16	80	96
TOTAL	210 545	124 107	334 652	320 775	76 998	397 773

La Compagnie des Alpes a émis, en octobre 2010, un emprunt obligataire (d'une maturité de 7 ans à échéance octobre 2017) pour un montant total de 200 M€, au taux de 4,875%.

Les frais engagés lors de cette émission sont déduits de la valeur de l'emprunt et amortis sur sa durée.

Les dettes financières brutes diminuent de 63 M€ au cours du 1^{er} semestre 2012/2013. Le niveau de l'activité, traditionnellement élevé au cours du 1^{er} semestre, a permis de rembourser une partie des lignes de crédit syndiqué.

Le niveau des découverts bancaires reste significatif. Le Groupe privilégie ce mode de financement qui offre des conditions de taux plus favorables que celles du crédit syndiqué (ligne de liquidité de 250 M€).

Par ailleurs, l'incidence de la juste valeur des instruments financiers sur couverture de taux est comptabilisée au niveau des emprunts auprès des établissements de crédit (à hauteur de 1,6 M€).

Les dettes financières se répartissent, par échéance, de la manière suivante :

(en M€)	TOTAL	- d'un an	de 1 à 2 ans	de 2 à 3 ans	de 3 à 4 ans	de 4 à 5 ans	+ de 5 ans
	334,7	124,1	6,1	1,6	1,5	199,6	1,8

4.8.2 - Structure de l'endettement financier

(en millions d'euros)	Au 31/03/2013			Au 30/09/2012		
	Montant	%	Taux	Montant	%	Taux
Dettes à taux fixe	199,2	59,5%	4,90%	208,9	52,5%	5,02%
Dettes à taux variable	131,4	39,3%	1,78%	185,4	46,6%	2,31%
Participation et divers	4,1	1,2%	6,50%	3,4	0,9%	6,50%
Total	334,7	100%	3,45%	397,7	100%	3,77%

La dette à taux fixe correspond, essentiellement, à l'emprunt obligataire souscrit par CDA.

- Instruments de couverture

Le Groupe a négocié des contrats de couverture de taux (strictement adossés sur la dette), au regard de ses engagements à taux variable.

Au 31 mars 2013, la dette financière à taux variable est couverte à hauteur de 95 M€ (soit 72% de la dette à taux variable). Les instruments de couverture utilisés sont constitués de caps et de swaps à taux fixe :

- 1 cap représentant 30 M€ de dette couverte (à 2,75%) ;
- 2 swaps représentant 65 M€ de la dette couverte (niveau compris entre 0,80% et 1,9%).

4.8.3 - Informations sur les clauses d'exigibilité

Le crédit syndiqué mis en place par le Groupe en 2011 implique le respect des covenants financiers suivants :

	Covenant	Ratio au 31/03/2013
Dettes nettes consolidées / EBO consolidé ⁽¹⁾	< 3,50	1,82
EBO consolidé / Frais financiers ⁽¹⁾	> 5,00	11,38

⁽¹⁾ EBO et frais financiers pris en compte sur 1 an (du 01/04/N-1 au 31/03/N)

Les covenants sont actualisés deux fois par an, au 31 mars et au 30 septembre.

Le montant de l'endettement financier autorisé soumis à ces clauses ressort à 260 M€ (dont 250 M€ pour la ligne revolver du crédit syndiqué).

Au 31 mars 2013, ces ratios sont respectés.

Une clause de propriété (« *ownership* ») prévoit que le crédit syndiqué devra être intégralement remboursé au cas où la Caisse des Dépôts cesse de détenir au moins 33,33% du capital et des droits de vote de la CDA ou si une ou plusieurs personnes agissant de concert, autre que la CDC, venait à acquérir au moins 33,33% du capital et des droits de vote de la CDA, si après une période de 15 jours, l'emprunteur et l'agent, agissant sur instructions de l'unanimité des prêteurs, ne sont pas parvenus à un accord sur les modifications à la convention de crédits à effectuer.

5 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

5.1 - Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires se détaille de la façon suivante par secteur d'activité ou par zone géographique :

(en milliers d'euros)

PAYS	Domaines Skiables	Parcs de Loisirs	Autres	Elimination intra-groupe	31/03/2013	31/03/2012
FRANCE	354 589	52 413	11 617	-25 450	393 169	374 958
EUROPE (hors France)		14 763			14 763	19 152
Total au 31/03/2013	354 589	67 176	11 617	-25 450	407 932	
Total au 31/03/2012	335 251	70 336	10 684	-22 161		394 110

Le chiffre d'affaires des Domaines skiabiles est, pour l'essentiel, constitué des ventes de titres d'accès aux remontées mécaniques (plus de 95% du chiffre d'affaires).

Le chiffre d'affaires des Parcs de loisirs est constitué, pour l'essentiel, des ventes de billets d'entrée (62% du chiffre d'affaires du métier). Il comprend également les activités restauration, boutiques, services marchands et diverses activités annexes.

5.2 - Résultat Opérationnel par secteur d'activité

(en milliers d'euros)	Domaines skiabiles		Parcs de loisirs		Autres		Elimination intra-groupe		TOTAL	
	31/03/13	31/03/12	31/03/13	31/03/12	31/03/13	31/03/12	31/03/13	31/03/12	31/03/13	31/03/12
Chiffre d'affaires	354 589	335 251	67 176	70 336	11 617	10 684	-25 450	-22 161	407 932	394 110
Autres produits d'exploitation	60	48	4 813	5 220	701	1 253	-4 731	-4 951	843	1 570
Produits financiers liés à l'activité						2			0	2
Total des produits des activités ordinaires	354 649	335 299	71 989	75 556	12 318	11 939	-30 181	-27 112	408 775	395 682
Achats consommés	-24 914	-27 299	-17 373	-23 058	-560	-197	2 991	14 870	-39 856	-35 684
Services extérieurs	-33 683	-28 744	-51 492	-42 733	-4 353	-4 272	29 248	14 204	-60 280	-61 545
Impôts, taxes et versements assimilés	-20 368	-19 593	-2 507	-1 996	-342	-299			-23 217	-21 888
Charges de personnel, intéressement et participation	-79 706	-76 396	-39 863	-39 483	-9 576	-8 561	-3 242	-3 102	-132 387	-127 542
Autres produits et charges des activités opérationnelles	-24 671	-21 582	-2 847	-3 109	61	-1 035	1 184	1 140	-26 274	-24 586
Excédent Brut Opérationnel	171 307	161 685	-42 093	-34 823	-2 452	-2 425	0	0	126 761	124 437
Dotations aux amortissements et provisions	-31 155	-30 856	-18 329	-17 606	-679	-519			-50 163	-48 981
Autres produits et charges opérationnels	2	204	423	-180	-500				-75	24
Résultat Opérationnel	140 154	131 033	-59 999	-52 609	-3 631	-2 944	0	0	76 523	75 480

L'élimination des soldes intra-groupe correspond principalement aux refacturations des prestations centralisées par la Compagnie des Alpes (et ses filiales spécialisées) aux filiales opérationnelles du Groupe.

5.3 - Coût de l'endettement, autres produits et charges financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2013	31/03/2012
Charges d'intérêts sur emprunts	-7 495	-8 309
Autres revenus et charges financières	245	489
Produits de trésorerie et équivalent trésorerie	29	39
Coût de l'endettement net	-7 221	-7 781
Pertes sur opérations financières	-164	-280
Autres résultats financiers	2	786
Dotations/reprises provisions financières	-433	105
Autres produits et charges financiers	-595	611

La baisse du coût de l'endettement est liée essentiellement à une amélioration des conditions de taux de financement.

Le Groupe privilégie le financement au moyen de découverts bancaires qui offrent des conditions de taux très attractives, par rapport au crédit syndiqué.

Les dotations aux provisions tiennent compte d'un provisionnement de 0,5 M€ sur des avances consenties à une participation minoritaire.

5.4 - Charge d'impôt

L'impôt sur les sociétés se décompose ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2013	31/03/2012
Impôt exigible	-36 100	-31 949
Impôt différé	8 834	6 625
TOTAL	-27 266	-25 324

Le rapprochement entre le taux normal d'impôt en France et le taux effectif constaté est présenté ci-après. Le taux effectif correspond au montant de l'impôt rapporté au résultat net des sociétés intégrées avant impôt :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2013	31/03/2012
Taux théorique	33,33%	33,33%
Incidence de la contribution sociale sur les bénéfices et de la contribution exceptionnelle de 5%	2,69%	1,82%
Différentiel de taux d'IS (sociétés étrangères)	1,20%	0,67%
Reports déficitaires (non activés)	0,53%	0,68%
Divers	1,89%	0,57%
Taux effectif	39,64%	37,07%

La progression du taux effectif résulte des évolutions fiscales intervenues sur le 1^{er} semestre 2012/2013, notamment la contribution exceptionnelle de 5% (pour 1,2%) et la taxe de 3% sur la distribution (1,3%).

6 - INFORMATIONS SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

6.1 - Flux de trésorerie liés à l'exploitation

Le tableau ci-dessous détaille les composantes des flux liés à l'exploitation :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2013	31/03/2012
Résultat net part du groupe	38 209	37 873
Intérêts minoritaires dans le résultat	5 998	6 212
Résultat net global	44 207	44 085
Dotations et reprises sur amortissements et provisions	52 525	49 526
Plus ou moins values de cession	-126	-441
Quote-Part dans le résultat des sociétés associées	-2 765	-1 098
Dividendes reçus des sociétés associées	1 728	874
Autres	-115	-507
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts	95 454	92 439
Coût de l'endettement net	7 221	7 781
Charges d'impôt (yc impôts différés)	27 268	25 326
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	129 943	125 546
Variation des créances et dettes sur opérations d'exploitation	51 932	38 368
Autres éléments de décalages de trésorerie	13 869	14 370
Impôt versé	-11 642	-3 293
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	184 102	174 991

6.2 - Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/03/2013	31/03/2012
Acquisition d'immobilisations incorporelles	Note 4.2	2 236	1 641
Acquisition d'immobilisations corporelles (net de subvention)	Note 4.3	73 650	62 170
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		75 886	63 811
Variations dettes sur immobilisations		10 394	12 991
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles au tableau des flux de trésorerie		86 280	76 802
Prix de vente des immobilisations incorporelles et corporelles		1 133	1 524
Créances sur cessions d'immobilisations		<u>75</u>	<u>540</u>
Cession d'immobilisations au tableau des flux de trésorerie		1 208	2 064

Le détail des investissements de l'exercice est commenté dans les notes 4.2 et 4.3.

6.3 - Variations des dettes financières

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2013	31/03/2012
Dettes financières au bilan consolidé de l'exercice précédent	397 773	407 705
Encaissements et décaissements du semestre sur :		
- emprunts auprès des établissements de crédit	-103 011	-16 463
- autres emprunts et dettes assimilées	560	1 088
- autres	149	493
Variation des dettes financières dans le tableau des flux de trésorerie	-102 302	-14 882
Variation des soldes créditeurs de banque du semestre	44 017	-50 290
Divers	-4 837	-3 888
Variation totale (toutes les dettes financières)	-63 121	-69 060
Dettes financières au bilan consolidé du 31 mars	334 651	338 645

Au cours du 1^{er} semestre 2013, le Groupe a poursuivi ses arbitrages de lignes de crédit au profit des découverts bancaires.

6.4 - Trésorerie nette

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2013	31/03/2012
Trésorerie à l'actif du bilan	38 469	50 530
Soldes créditeurs de banques et assimilés	-111 854	-33 671
Trésorerie nette dans le tableau des flux de trésorerie	-73 385	16 859

7 - ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Les principaux engagements hors-bilan du Groupe sont les suivants :

- Le Groupe bénéficie de cautions (9 M€) dans le cadre de garanties données à ADS sur des opérations foncières.
- Certains contrats de travail prévoient, dans certaines conditions, le versement d'indemnités complémentaires en cas de rupture. Celles-ci varient de 1 à 2 ans du salaire brut selon les cas.
- Engagement Bioscope
En 2009, la société Eco Bio Gestion, détenue à 100% par la CDA, a conclu pour une durée de douze ans un contrat d'exploitation du Parc du Bioscope avec SMVP, détenue à 100% par la Caisse des dépôts et consignations depuis 2009 et titulaire de la délégation de service public afférente à ce parc. En mars 2012, compte tenu notamment du déséquilibre financier constaté dans l'exécution de ce contrat d'exploitation, la SMVP et les collectivités locales concédantes ont fait le constat que, d'une part, l'exploitation du Bioscope n'est pas parvenue à atteindre l'équilibre économique et financier escompté et, d'autre part, que le Bioscope n'offre pas de perspective visible de redressement. Les partenaires se sont dès lors entendus pour procéder à une résiliation à l'amiable du dispositif contractuel actuel, entraînant un arrêt de l'exploitation du Bioscope fin 2012.

Cet accord est accompagné d'un protocole de partenariat pour deux niveaux de contribution possibles pour le Groupe Caisse des Dépôts, qui a pour conséquences :

- l'un à hauteur d'1 M€ pour les frais d'études de reconversion du site et l'octroi de subventions de fonctionnement pour lequel CDA s'est engagée à hauteur de 50%. Cet engagement est provisionné dans les comptes consolidés de l'entreprise.
 - l'autre pour une enveloppe globale maximale de 3 M€ au titre de subventions d'investissements sur d'éventuels projets de réhabilitation du site, à laquelle CDA pourrait participer à hauteur de 2 M€ maximum. Cependant, en l'état actuel du dossier, le Groupe n'a aucune visibilité sur l'existence d'éventuels projets de réaménagement du site. En conséquence, cet engagement dont la probabilité de mise en œuvre demeure aléatoire n'a pas fait l'objet de provisionnement.
- Engagements immobiliers du Groupe Deux Alpes Loisirs
Deux Alpes Voyages s'est portée garante pour les loyers concernant les baux en cours à hauteur de 10 M€ et Deux Alpes Loisirs a donné un engagement de 4,7 M€ pour le rachat d'appartements.
 - Futuroscope
Lors de l'acquisition du Futuroscope, en date du 14 janvier 2011, les vendeurs ont accordé une garantie de passif au profit de CDA pour les préjudices qui pourraient intervenir postérieurement à la transaction. Ces garanties sont accordées pour une durée de 3 ans, avec un plafonnement à 15,7 M€.
 - Looping Holding
Dans le cadre de la cession des 7 Parcs de loisirs, le Groupe CDA a donné une garantie au profit de Looping Holding pour les litiges qui pourraient intervenir postérieurement à la transaction. Ces garanties sont, pour l'essentiel, d'une durée de 3 ans, avec un plafonnement à 5,8 M€.

III. ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013

Aux actionnaires
COMPAGNIE DES ALPES
89 rue Escudier
92772 Boulogne Billancourt

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Compagnie des Alpes SA, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2012 au 31 mars 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 22 mai 2013

Les commissaires aux comptes :

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

Catherine Pariset

MAZARS

Guillaume Potel

IV. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés résumés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Boulogne-Billancourt le 29 mai 2013.

Dominique Marcel
Président-Directeur général